

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

démocratie,
passions et
frontières

La Fondation pour le progrès de l'homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans sept domaines : environnement et avenir de la planète, rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre État et Société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

La construction communautaire semble aujourd'hui enfermée dans un double carcan : la méthode fonctionnaliste choisie par les pères fondateurs et la culture libérale se conjuguent pour contraindre l'Europe à un développement linéaire, bien en deçà des enjeux contemporains. Loin des préoccupations des citoyens, l'Union européenne oublie de s'interroger sur ses propres finalités. **Pour qui faire l'Europe, pour quels objectifs, pour quel type de développement ?** Autant de questions auxquelles Europe 99, projet de civilisation tente de répondre, au moment où nos sociétés traversent une crise du sens. Cette association est une initiative citoyenne où se rencontrent chercheurs et intellectuels, responsables politiques, sociaux, associatifs et économiques, citoyens actifs. A l'aide de leurs regards croisés, elle mène un travail de prospective politique et tente de contribuer ainsi à l'émergence d'un projet européen. Parmi ses axes de réflexion privilégiés : la question de l'identité et de la citoyenneté européenne, de la mutation technologique et de ses conséquences économiques, sociales et culturelles, des rapports de l'Union européenne avec l'Est et le Sud dans la perspective du développement mondial...

Patrick Viveret, magistrat, est l'un des animateurs du Mouvement pour la citoyenneté active (MCA) et vice-président de l'association Europe 99. Il anime le chantier « Renouveau du politique » dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire.

© FPH 1995

Série DOSSIERS POUR UN DÉBAT, n° 45

(Voir en fin d'ouvrage la liste des "Dossiers pour un débat" déjà parus.)

Responsable de la collection : Michel Sauquet.

Diffusion : Interfaces-VPC, c/o Descartes & Cie, 52 rue Madame 75006 PARIS (France)

Maquette de couverture : Vincent Collin.

DÉMOCRATIE, PASSIONS ET FRONTIÈRES

Réinventer et changer
l'échelle du politique

Patrick Viveret

AVANT-PROPOS

Depuis 1993, la Fondation pour le progrès de l'homme (FPH) diffuse la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*. A partir de ce document, issu d'un travail de réflexion réalisé au cours de sept rencontres continentales pendant les années 92/93, la Fondation cherche avec d'autres réseaux et fondations, ainsi qu'avec les signataires de la plate-forme à construire l'*Alliance pour un monde responsable et solidaire* en vue de multiplier les initiatives des hommes et des femmes qui, dans les diverses régions de la planète, agissent pour vivre en paix dans un monde de diversité.

Le programme *Avenir de la planète* de la Fondation pour le progrès de l'homme, consacré au développement de l'*Alliance*, cherche à mettre en œuvre un travail patient, méthodique, de mise en synergie des expériences et des idées de toutes ces personnes, de tous ces groupes humains, de tous ces mouvements qui cherchent au sein de leurs cultures, de leurs traditions, de leurs contraintes institutionnelles, à penser et agir pour le monde de demain. Nous sommes persuadés que cette mise en mouvement ne saurait être coordonnée par un seul groupe, une seule institution. Dans cette perspective, le programme organise des rencontres et des recherches afin de valoriser les nombreux travaux et réflexions qui ont été élaborés sur des sujets cruciaux de notre époque et à mettre en avant des propositions pour ouvrir des voies nouvelles pour l'avenir de la planète au seuil du XXI^e siècle.

Patrick Viveret, dans son texte «*Réinventer et changer l'échelle du politique*», nous apporte une réflexion nouvelle sur l'un des enjeux majeurs des sociétés contemporaines. Son approche du politique, par ce qu'il appelle une *Sociologie des passions*, et son regard lucide sur les rapports de pouvoir, par des analyses inédites et profondément pertinentes,

font de ce travail un élément précieux pour la réflexion et l'action politique qui cherchent à comprendre et à transformer notre monde.

Ce texte est destiné à servir de document de travail pour la mise en œuvre d'un chantier international sur le politique et la citoyenneté mondiale, animé par Patrick Viveret, dans la dynamique de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire.

Gustavo Marin
Programme Avenir de la planète

SOMMAIRE

Introduction.....	11
1. Ne pas perdre la boule	13
2. La Nouvelle frontière planétaire.....	13
1. Le basculement démographique.....	14
2. La niche écologique menacée	14
3. La mondialisation de l'économie sans régulation politique.....	15
4. Le changement de la donne géostratégique Nord-Sud et Est-Ouest...	15
3. La révolution de l'information et du vivant.....	17
4. Le risque identitaire	19
5. La Nouvelle frontière humaine	21
6. La démocratie et le tragique	27
7. Le renouvellement de l'outillage démocratique	31
1. Des procédures qui tournent à vide.....	31
2. Rétablir le lien entre contribution publique et citoyenneté.....	32
Conclusion	35

Introduction

Les lecteurs des textes édités par la Fondation pour le progrès de l'homme¹ connaissent bien les termes de la «Plate-forme pour un monde responsable et solidaire» repris dans «L'appel aux habitants de la terre» publié par *Le Monde Diplomatique* en avril 1994. Le texte qui suit s'inscrit très largement dans cette perspective et cherche à articuler plus particulièrement trois défis qui sont au cœur de cette plate-forme :

- le défi planétaire qui résulte du changement d'échelle des problèmes que l'humanité doit traiter ;
- le défi politique qui exige l'invention de nouvelles formes de pensée, d'action et d'institutions pour faire face à ce changement d'échelle ;
- le défi anthropologique qui se fonde sur les conditions philosophiques et culturelles des mutations politiques et sociales à mettre en œuvre.

Janvier 1995

1. Ce texte est édité par la FPH avec laquelle trois associations dont je suis membre, l'*Observatoire de la décision publique*, le *Mouvement de citoyenneté active* et *Europe 99* entretiennent des rapports étroits de collaboration. Il reprend, dans un cadre élargi, reformulé et complété des interventions ou des articles que j'ai écrits dans ce cadre ou lors de ma participation au séminaire *État et société* en Amérique latine, organisé par la FPH avec des partenaires brésiliens, en décembre 1993.

1. Ne pas perdre la boule

Lorsque, le 21 juillet 1969, les téléspectateurs du monde entier ont assisté aux premiers pas de Neil Amstrong sur la lune, ils ont vu aussi « un clair de terre ». L'émotion née de l'image de cette planète bleue, belle et terriblement fragile, Edgar Morin l'a superbement résumée dans l'expression qui sert de titre à son livre récent² : « *Terre patrie* ».

Oui, nous avons vu notre boule et nous comprenons mieux qu'il ne faut pas la perdre. Car ce monde, que l'humanité a si longtemps trouvé si vaste qu'il lui a fallu plusieurs millions d'années pour en faire le tour, tient tout entier sur cette orange bleue³ protégée de sa fine pellicule d'atmosphère sans laquelle aucune vie ne serait aujourd'hui possible. Cette nature qui fit trembler si longtemps les humains et qui témoigne encore de sa puissance dévastatrice par les grands cataclysmes nous apparaît désormais fragile et menacée par la surconsommation et le saccage du milieu de vie.

C'est Camus qui disait déjà en 1957 : « Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. »⁴

La boule est petite mais elle reste immense aux yeux des lilliputiens que nous sommes. Et la plupart des institutions qu'ont inventées les humains pour faire face aux problèmes de leur survie ou se défendre de leurs propres passions ne sont plus à l'échelle du problème. La nouvelle frontière est désormais planétaire (ch. 2) et ce changement d'aire à l'échelle de l'espace est d'autant plus bouleversant qu'il se double d'un changement d'ère à l'échelle du temps : la révolution de l'information nous fait sortir de l'ère industrielle ; la révolution du vivant, par la contraception et le génie génétique, bouleverse le rapport au vivant humain comme l'entrée dans le néolithique, grâce à l'agriculture, avait transformé le rapport au vivant naturel (ch. 3).

2. Edgar Morin, *Terre patrie*, Éditions du Seuil, Paris, 1993.

3. Cf. le poème de Francis Ponge.

4. Discours de Suède du 10 décembre 1957 ; cité par Jacques de Grinevald dans la revue *Transversales* n° 28.

Comment s'étonner dans ces conditions que les générations qui vivent une telle simultanéité de mutations tendent à «perdre la boule» et cherchent désespérément à retrouver des racines dans les miroirs dangereux que leur tendent tous les intégrismes, qu'ils soient du sens (intégrisme religieux), du territoire (nationalisme), du groupe (tribalisme, clanisme mais aussi corporatisme), ou de la nature (écologie fondamentaliste). La montée des passions identitaires (ch. 4) risque d'être la réponse la plus forte, mais aussi la plus régressive à cette perte du sens et du sol qui caractérise notre mode de développement.

Sommes-nous pour autant condamnés à la fuite en avant ou à la réaction identitaire ? Pas plus aujourd'hui qu'hier, il n'existe de destin déterminé pour le meilleur ou pour le pire. Mais si les êtres humains gardent la possibilité de façonner leur vie et celle des générations futures, c'est d'abord en faisant retour sur eux-mêmes qu'ils trouveront les ressources pour faire face au défi planétaire comme à celui des grandes mutations. La nouvelle frontière, parce qu'elle est planétaire oblige aussi les humains à découvrir qu'ils sont eux-mêmes leurs principaux ennemis. Faire la paix à l'intérieur en guerroyant à l'extérieur contre l'étranger, le barbare, l'infidèle, tel fut le fondement majeur de toutes les civilisations et de tous les modes de régulations politiques inventés depuis la cité grecque jusqu'à l'État-nation. Cette voie est aujourd'hui interdite à l'humanité et l'on espère que la découverte d'extra-terrestres⁵ ne se fera pas trop tôt. Faute d'adversaires extérieurs, l'Humanité doit aujourd'hui organiser les formes de son autogouvernement et elle ne peut le faire qu'en s'attaquant à sa propre barbarie intérieure : la seule frontière intérieure est désormais humaine (ch. 5).

Il nous faut donc réinventer un mode d'intervention politique qui soit à la hauteur de ce double changement d'aire (et d'ère) et capable de refonder son socle éthique et culturel. Le défi que doit relever la démocratie est en effet d'abord fondé sur le fait qu'il s'agit du seul système politique qui accepte de traiter la question du mal sous toutes ses formes sans le projeter sur de nouveaux barbares, ce qui ne signifie pas l'absence d'adversaires (ch. 6, la démocratie et le tragique). Mais la réforme intellectuelle et morale qu'appelle cette réinvention du politique passe aussi par l'invention de formes d'organisation, de méthodes, d'outils démocratiques, susceptibles d'utiliser pleinement le formidable gisement d'intelligence collective que constitue l'ensemble humain (ch. 7).

5. Leur existence paraît tout à fait possible compte tenu du nombre de «planètes-océans» ayant pu donner la vie dans l'univers...

2. La Nouvelle frontière planétaire

Il nous faut d'abord prendre la mesure d'un phénomène aux conséquences considérables : nous vivons depuis vingt ans des mutations qui bouleversent le socle sur lequel le lien social s'est constitué au cours de plusieurs siècles : certaines sont planétaires, d'autres propres aux sociétés développées. Je partirais volontairement du plus global, le planétaire, pour une raison majeure : c'est le seul système global et fermé que nous connaissions du point de vue du rapport de l'homme à l'homme dans un environnement : au-delà il y a d'autres systèmes mais il n'y a plus d'humains. C'est lui qui, de plus en plus, détermine les autres sous-systèmes (en particulier les sous-systèmes nationaux-étatiques). La frontière planétaire se repère facilement dans quatre grands domaines : les questions démographiques et écologiques, la mondialisation de l'économie, le bouleversement des rapports Nord-Sud et Est-Ouest.

1. Le basculement démographique

A l'échelle du monde, un déséquilibre démographique se crée entre le Nord et le Sud que rend plus dramatique encore le déséquilibre des niveaux de vie. Un milliard d'hommes de plus tous les douze ans, dont plus de neuf cents millions au Sud. Il est urgent de sortir de l'illusion d'un Tiers monde qui représenterait seulement le tiers du monde : le Sud représente aujourd'hui les 4/5^e de la population mondiale. A partir de la moitié du XXI^e siècle il en abritera les 9/10^e. Le monde développé se trouvera donc confronté de plus en plus à un choix capital : la logique de l'apartheid (protéger sa richesse et sa puissance par des politiques économiques et militaires de plus en plus cyniques et explosives) ou jouer le jeu d'une nouvelle régulation mondiale.

A cet égard, les USA seront sans doute le point de basculement du monde blanc développé. Ils constitueront, au cours du prochain demi-siècle, un nouveau sous-ensemble avec le Japon qui sera celui des nations

riches à dominante non blanches. Pour le monde blanc développé le choix entre des logiques d'apartheid intra et internationales ou des logiques d'intégration et de métissage sera alors décisif.

2. La niche écologique menacée

La conférence de Rio a marqué un timide début de prise de conscience : qu'il s'agisse de problèmes tels que la destruction de la couche d'ozone, l'effet de serre, les conséquences de la destruction des forêts, ou, comme l'a montré Tchernobyl, des effets dramatiques à long terme d'accidents nucléaires, nulle frontière autre que planétaire n'est susceptible de protéger une partie des humains de catastrophes écologiques. L'environnement devient dès lors un enjeu politique et économique central même si la contradiction Nord-Sud reste sur ce point forte et si les courants écologistes ne sont pas forcément à même de la dépasser.

3. La mondialisation de l'économie sans régulation politique

Dette explosive des pays sous-développés ou nouvellement industrialisés, politiques contre-productives du FMI et de la Banque mondiale, inflations galopantes en Amérique latine, situation dramatique de l'Afrique, couple dangereux des déséquilibres américains et germano-japonais, mouvement erratique du cours des matières premières à commencer par le pétrole, etc. : sans un effort au moins comparable à ceux de l'après-guerre pour promouvoir des régulations mondiales, le choc mondialisation de l'économie/archaïsme des systèmes de régulation politico-militaires des États deviendra de plus en plus explosif. Ce vide laisse la place à une stérilisation d'une part considérable de la richesse mondiale sous trois formes principales :

— **L'économie de la drogue** : le chiffre d'affaires de l'économie de la drogue serait, selon les chiffres les plus couramment cités, de l'ordre de 300 milliards de dollars par an soit près de 1 700 milliards de francs français, c'est-à-dire l'équivalent du budget d'un pays comme la France. Dans un rapport publié en 1987, la Commission vénézuélienne contre l'usage illicite de la drogue comparait ces 300 milliards de narcodollars aux 80 milliards de pétrodollars générés par le second choc pétrolier au profit des pays de l'OPEP. C'est d'abord le marché américain qui constitue la plaque tournante de l'économie mondiale de la drogue : en 1984, la *Drug Enforcement Administration* (DEA), dans son rapport annuel, estimait le

6. Tous les chiffres concernant la drogue sont évidemment des estimations puisqu'ils n'apparaissent pas dans les comptabilités officielles. Ces estimations sont calculées à partir de trois sources : la production, la consommation et les saisies opérées par la police et les douanes. Voir sur ce point le rapport très instructif de Nicolas Pless, ancien conseiller de l'OCDE, de l'ONU et du GATT : *La face cachée de l'économie mondiale*, Paris, Hatier, 1989 et celui, plus récent, de Bernard Morel et Frédéric Rychen : *Le marché des drogues*, Éditions de l'Aube, Paris, 1994.

marché américain des drogues illicites à 110 milliards de dollars⁶. La consommation occidentale prend également des proportions alarmantes en Europe. Du côté de l'offre ce sont des économies entières (Colombie, Pérou, Bolivie) qui sont organisées autour de stupéfiants. Quant au circuit du blanchiment, son importance est telle qu'il a conduit les chefs d'État du G7 à s'en préoccuper officiellement à partir du Sommet de Paris de 1989.

— **L'économie militaire** : les dépenses militaires dans le monde se situent aux alentours de 1 000 milliards de dollars par an soit l'ordre de grandeur de la dette des pays du Sud.

— **L'économie casino** : une part croissante de l'économie de spéculation n'est pas réinvestie et se boucle sur elle-même. Une simple taxe sur les échanges financiers internationaux proposée dès 1978 par James Tobin, prix Nobel d'économie, rapporterait environ 1 500 milliards de dollars par an, c'est-à-dire largement de quoi financer des programmes mondiaux contre la faim, la misère, le manque de logements et les grandes épidémies. Mais les opérateurs financiers s'opposent à toute tentative de régulation et préfèrent masquer leur pouvoir incontrôlé en alimentant le « *charity business international* ». Aucune réflexion économique d'envergure n'a encore été proposée sur le krach d'octobre 1987 qui a vu en quelques semaines la destruction de quelques 10 000 milliards de francs et leur reconstitution en moins d'un an ! Le retour de la croissance due, semble-t-il, à une injection massive de liquidités des États devant la peur de la récession, signifie pour le moins l'échec pratique des théories monétaristes dominantes depuis quinze ans. Mais aucune conclusion théorique ne semble encore en être tirée comme si le krach n'avait été qu'une parenthèse, tout comme les crises monétaires qui se sont multipliées en Europe au cours de l'année 1993.

D'une façon générale on constate une insuffisance grave de la pensée économique : construite sur une triple négation des trois éléments qui semblaient échapper à la rareté – l'air, l'eau, l'humain –, la science économique est dès lors impuissante à comprendre et mesurer la double mutation majeure du coût écologique et de la révolution de l'intelligence.

4. Le changement de la donne géostratégique Nord-Sud et Est-Ouest

La conjonction de ces phénomènes est une machine à fabriquer des États terroristes s'appuyant sur des masses fanatisées. Il existe aujourd'hui un cocktail explosif de l'humiliation et de la misère. L'Occident est particulièrement faible pour y répondre dès lors que le mécanisme est enclenché, comme on le constate dans le cas du terrorisme.

En outre, au jeu du terrorisme de masse, on sait désormais que l'arme chimique peut offrir au Sud des avantages plus redoutables que celui de la possession d'armes nucléaires par le Nord. La négociation (ou/et) le conflit sur cette nouvelle donne stratégique Nord-Sud ne fait que commencer...

La chute du communisme

Le passage des sociétés industrielles aux sociétés de l'information est à la racine de la décomposition de l'empire soviétique. On peut en effet soutenir une compétition industrielle classique avec un régime dictatorial comme ce fut le cas de l'URSS sous Staline. On ne peut, en revanche réussir une révolution de l'information qui fait appel prioritairement à la matière grise dans un univers despotique. L'intelligence a besoin de liberté pour s'exprimer tout simplement parce qu'elle fonctionne par essai-erreur et que l'on ne prend pas le risque de l'erreur lorsque l'on a peur. C'est le mérite de Gorbatchev d'avoir eu l'intelligence historique d'accélérer un processus devenu inéluctable. Mais la tentative ultra-libérale qui a succédé à la chute de l'ex-empire soviétique fait le lit de retours de bâton dangereux : montée du nationalisme et du populisme pouvant aller jusqu'à des formes fascisantes (Jirinovski), aggravation du phénomène mafieux.

Il y a donc bien **changement d'aire** dès lors que se trouve bouleversée la bipolarité Est-Ouest issue de la guerre froide. Mais ce changement à l'échelle de l'espace porte aussi sur les nouveaux rapports qu'entretiennent les niveaux territoriaux. Il n'y a plus de progression linéaire du niveau le plus limité (l'individu, le groupe, l'échelon local) vers le niveau le plus élargi, national, européen, mondial. Comme l'illustrent bien les questions écologiques, un problème peut se situer simultanément à un niveau macro-planétaire et exiger de mobiliser des ressources micro-locales ou individuelles. La diminution de l'émission de gaz carbonique requise par l'effet de serre en est un bon exemple : les mesures doivent à la fois être prises à l'échelle planétaire et mobiliser le changement de comportement individuels de millions d'automobilistes.

Mais ce changement d'aire produit, nous allons le voir, des effets d'autant plus considérables qu'il se double d'une autre mutation se situant, elle, à l'échelle du temps et qui ouvre, pour reprendre le titre d'un livre de Jacques Robin, un véritable changement d'ère⁷ dans deux grands domaines : la révolution de l'information et celle du vivant.

7. *Changer d'ère*, Jacques Robin, Paris, Éditions du Seuil, 1989.

3. La révolution de l'information et du vivant

Nous ne vivons pas une « troisième révolution industrielle » centrée, comme les deux précédentes, sur le couple formé par une matière première source d'énergie et une technologie. Nous sommes entrés dans une révolution de l'information, dont l'intelligence est la première ressource et dont les nouvelles technologies de communication constituent les vecteurs.

Une telle transformation pourrait permettre l'adéquation du progrès technique et du progrès social dans la mesure où le développement de l'intelligence collective sera d'autant plus fort qu'il trouvera un environnement de liberté, d'autonomie et de responsabilité.

Mais, sans mutation des rapports sociaux et des formes d'action politique, cette révolution de l'information qui s'accompagne d'un mouvement croissant de complexité peut aussi engendrer – comme nous le constatons aujourd'hui – une source renouvelée d'inégalités et d'exclusions. La carte de la domination et de l'exclusion découvre ainsi de nouvelles zones de sous-développement tant à l'échelle mondiale qu'au niveau des sociétés développées. C'est dans le domaine de la santé que ce phénomène est le plus visible : le retour de grandes épidémies comme le choléra, la fièvre jaune, la diphtérie ou la tuberculose épouse en effet clairement les grandes zones de pauvreté et d'exclusion.

Ce changement de nature dans la mutation scientifique et technique se traduit par deux bouleversements :

1. *La tendance à la dématérialisation de la production de richesses et de l'échange bouleverse le socle social et territorial.* Sur le plan social, nos sociétés développées sont organisées depuis un siècle et demi autour de la question centrale du travail. Or la réduction massive du temps de travail dans le temps de vie prend⁸, faute d'une nouvelle régulation, la forme sauvage du chômage de masse. Les statistiques allemandes citées par André

8. Cf. le livre de Roger Sue : *Temps et ordre social*, Paris, PUF, 1994 ; en moyenne la part du travail dans le temps de vie dans les sociétés développées représente ainsi moins de 10% du temps total de vie et moins de 20% du total de vie éveillée.

9. André Gorz : *Métamorphoses du travail et quête du sens*, Éditions Galilée, Paris, 1987.

Gorz⁹ sont à cet égard significatives d'une évolution qui touche tous les pays développés : en 30 ans, de 1955 à 1985 (donc crise économique incluse) le PIB a été multiplié par 3 pour un volume annuel d'heures de travail en diminution de 27 %.

Sur le plan territorial, les espaces où ce compromis sur la question du travail s'exerce, et au premier chef celui de l'État-nation, entrent en crise sous la double pression de la mondialisation économique et du développement des territoires locaux.

2. Le bouleversement dans l'ordre de la maîtrise du vivant nous a fait connaître, en l'espace de 30 ans, deux transformations inimaginables au début de ce siècle :

- la maîtrise de la reproduction grâce à la contraception dans les années 60 ;
- les premiers pas de la maîtrise de la production du vivant humain : c'est le génie génétique dont la face noire porte couramment le nom de « manipulation » génétique.

C'est dire que nous venons de vivre en moins d'un demi-siècle une mutation scientifique et technique au moins aussi importante que la précédente qui avait pris trois millénaires – des débuts de l'agriculture à la seconde révolution industrielle – pour passer de la soumission au vivant naturel à sa maîtrise et à sa transformation. Ce même passage aux conséquences considérables que nous commençons seulement d'entrevoir, c'est désormais **dans l'ordre du vivant humain** qu'il se produit.

Or, ce double choc – et singulièrement le second – bouleverse le socle culturel – notamment éthique et religieux – des sociétés humaines. Dès lors que c'est le cœur du rapport entre les humains, et entre les humains et leur environnement, qui se trouve bouleversé, la perte de repères ainsi produite a pour effet d'entraîner une recherche désespérée de racines et de sens qui peuvent prendre la forme régressive et dangereuse des grandes passions identitaires.

4. Le risque identitaire

La crise du lien social, des territoires et du socle culturel qui va en s'amplifiant appelle en retour une croissance des passions identitaires centrées sur un triple objectif conservateur, voire réactionnaire¹⁰ :

- la forme identitaire de l'enracinement territorial qui s'exprime avec le plus de force dans les nationalismes ;
- le retour aux fondements éthiques et religieux antérieurs, minés en partie par les révolutions industrielles, qui prend la forme des intégrismes de toute nature, y compris en Occident et singulièrement aux USA ;
- la nostalgie d'un lien social fondé sur le couple travail-salaire dans les sociétés développées, qui prend la forme des luttes corporatistes.

Cette croissance des passions identitaires est redoublée par trois traits que nous avons déjà évoqués :

- l'aggravation du sous-développement ;
- le choc démographique ;
- le choc écologique.

On ne résoudra pas cette tension explosive en épousant l'une ou l'autre des deux logiques symétriques dont nous constatons régulièrement les effets pervers :

- la voie nostalgique de la passion identitaire débouche sur la destruction du fait démocratique, la soumission des femmes, le refus du développement et à terme sur des guerres d'autant plus meurtrières qu'elles seront des guerres du sens, c'est-à-dire de nouvelles guerres de religion ;
- la fuite en avant qui caractérise le type de développement occidental débouche sur l'apartheid économique et démographique, sur l'atteinte à la biosphère au niveau mondial et sur la destruction du lien social puis politique au cœur des sociétés développées.

Il nous faut donc un projet capable de réguler cette tension afin d'en conserver les éléments créatifs et d'en limiter les aspects destructeurs. Ce

10. Au sens étymologique du terme : réaction contre une tendance historique.

projet est politique au sens fort du terme, c'est-à-dire qu'il concerne les choix que les humains font pour tenter de traiter ces grandes questions publiques. Mais il est aussi philosophique car l'impossibilité de construire un lien social contre de nouveaux « barbares » extérieurs à l'humanité nous oblige à affronter notre propre barbarie intérieure. La nouvelle frontière, si elle est située géographiquement à l'échelle planétaire, se situe anthropologiquement en nous-mêmes.

5. La Nouvelle frontière humaine

Tous les systèmes de régulation politiques et sociaux sont fondés depuis la cité grecque sur la distinction entre l'ami et l'ennemi, l'intérieur et l'extérieur, le civilisé et le barbare. Dès lors que se constitue ce que Mac Luhan nommait le «village planétaire» le principal ennemi de l'homme c'est bien l'homme lui-même.

Ce qui caractérise le problème planétaire comme le problème humain c'est donc, au sens le plus radical du terme, la question du rapport social, voire, au sens étymologique du terme, la question religieuse (la façon dont des individus se relient entre eux pour constituer des communautés qui font sens). Ces questions sont rarement posées, surtout en des lieux politiques, parce que nous ne prenons pas suffisamment en compte la dimension tragique et émotionnelle de l'histoire humaine.

Les deux grandes idéologies sur lesquelles nous vivons encore, le libéralisme économique et le socialisme de tradition marxiste, ont un point commun aveugle : elles raisonnent en termes de besoins, elles ignorent le désir et l'angoisse. Elles postulent l'homo-sapiens, elles oublient, comme le note justement Edgar Morin, que «l'homo-sapiens» est aussi un «homo-demens», que le génie humain a partie liée avec sa folie¹¹.

La «politique de l'homme» suppose par conséquent de lier question politique et question philosophique.

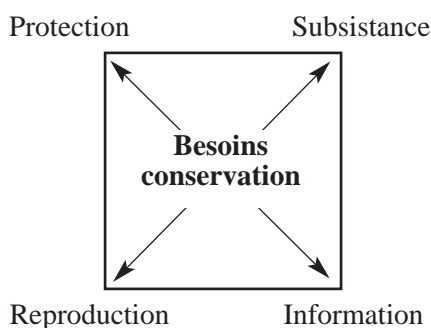
Si l'homme n'était qu'un être de besoins doué de conscience, bref un animal intelligent, 95 % des problèmes auxquels est confrontée l'humanité depuis l'origine des temps ne se poseraient pas. Le seul problème aurait été en effet celui de la protection contre la nature et les espèces animales d'une part, l'affectation de ressources rares pour satisfaire les besoins d'autre part. Mais il se trouve que le principal problème de l'être humain, ce qui fonde notamment la violence sous toutes ses formes, c'est, pour l'essentiel, la difficulté du rapport avec ses semblables, et de son propre rapport à lui-même à travers la question du sens de sa vie. Et c'est dans l'ordre du désir et de l'angoisse que ces questions-là sont posées.

11. Arthur Koestler, *Génie et folie de l'homme*.

Regardons d'un peu plus près cette dialectique besoins/désirs. Les besoins de conservation qui permettent à l'espèce humaine de survivre et de se reproduire sont relativement simples. On peut les rassembler autour de quatre grands pôles :

- le besoin de subsistance dont la nourriture est évidemment la première caractéristique ;
- le besoin de protection parce que le petit animal humain a besoin d'une protection contre l'environnement et l'hostilité des autres espèces ;
- le besoin de reproduction ;
- le besoin d'information et de repérage de façon à reconnaître les dangers qui viennent de l'environnement.

Le schéma suivant peut exprimer l'univers à deux dimensions de ce « système des besoins » :



Il faut évidemment satisfaire ces besoins. Chaque fois qu'ils ne le sont pas, c'est la mort de l'individu ou de l'espèce qui est au rendez-vous.

Mais si l'homme n'est qu'un animal rationnel, il lui suffit de faire appel à sa conscience pour déterminer dans quelles conditions optimales il peut se conserver et se reproduire. Créer des richesses pour assurer sa subsistance, un pouvoir pour répondre au besoin de protection, un système de connaissance qui permettra l'information et le repérage, un équilibre démographique pour autoriser la reproduction de l'espèce sans la mettre en danger. L'ensemble des techniques inventées par l'humanité, de l'agriculture à la contraception, devraient normalement suffire à régler ces problèmes, y compris à l'échelle planétaire.

Et s'il était vrai que l'animal rationnel appelé « homme » n'avait à résoudre que des problèmes de besoins, le libéralisme et le socialisme de tradition étatiste auraient raison.

Le libéralisme parce que, dans la sphère des besoins, on peut démontrer sans grande difficulté la logique de l’ajustement entre l’offre et la demande. Il y aura un temps de latence, un peu d’injustice, mais grosso modo la théorie de la régulation par le marché s’applique puisque les besoins étant régulés par la satisfaction, il est possible d’obtenir un équilibre entre offre et demande sur le marché des besoins.

Et l’approche socialiste-étatiste, pourrait, de même, défendre légitimement l’intérêt d’une instance rationnelle et vertueuse – l’État – qui va analyser ces besoins, distinguer les besoins collectifs des besoins individuels et affecter, par la planification, les ressources de manière juste et rationnelle. Ils auraient raison tous deux et le débat serait au fond marginal : un peu plus d’efficacité ou un peu plus de justice.

Mais le point aveugle de ces deux approches, c’est précisément que l’humain n’a pas que des besoins. Plus il les satisfait, plus il est être de désir. Car ce qui fait sa spécificité par rapport aux autres espèces, c’est la conscience de sa propre mort. Quand les paléontologues cherchent à fixer le point fondamental qui distingue l’espèce humaine des primates supérieurs, ils le situent dans l’apparition des tombes. C’est la tombe qui marque véritablement l’entrée dans l’espèce humaine, c’est la conscience de la mort.

Or, que produit la conscience de la mort ? Elle produit de l’angoisse et elle produit du désir qui sont les deux éléments majeurs de l’organisation de la lutte contre la mort.

Dès l’origine, la question de la conscience de la mort et de la façon dont une collectivité ou un individu s’organisent pour vivre avec ce savoir tragique est posée. C’est pour cette raison que l’infrastructure, si l’on veut utiliser cette terminologie, est simultanément économique et religieuse. Survie psychique et survie physique sont liées. L’humain doit gérer le fait qu’il sait qu’il va mourir, que son semblable aussi va mourir, même si sa manière habituelle de gérer ce savoir est inconsciente. L’organisation de l’au-delà a été ainsi, autant que l’organisation de la subsistance ici-bas, la question majeure des sociétés humaines. Il faut attendre les quarante dernières années, comme l’a très bien montré Marcel Gauchet dans « *Le désenchantement du monde*¹² », pour que la question religieuse ne soit plus, et encore ce n’est vrai que dans certaines sociétés développées, la question centrale du rapport social.

La régulation des passions....

Il faut donc nous intéresser aux formes que va prendre le désir, à ce que traditionnellement la philosophie nomme le problème des passions ou des

12. Marcel Gauchet : *Le désenchantement du monde*, Gallimard, Paris 1986.

émotions et que nous retrouvons dans ce leitmotiv des discours sur la ressource humaine, l'importance des motivations. Dans motivation il y a « moteur » ; une émotion, c'est ce qui met en mouvement. Qu'est ce qui met en mouvement des êtres humains, c'est précisément ce désir qui va être organisé autour des quatre grandes passions humaines : richesse, pouvoir, amour et sens.

Et c'est alors que nous quittons cet univers à deux dimensions symbolisé par ce carré des besoins pour introduire la troisième dimension du désir.

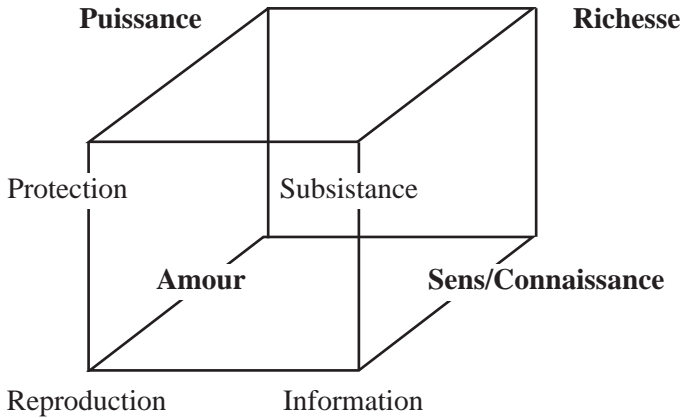
La passion de richesse trouve ainsi sa racine dans le besoin de subsistance. Mais elle n'est pas simplement la satisfaction du besoin de subsistance, elle est désir d'accaparement et une façon de reculer l'angoisse de la mort qui s'exprime à travers le désir de richesse.

Pour le besoin de protection qui va donner naissance au politique sous toutes ses formes, on s'aperçoit très rapidement que l'on ne se contente pas de répondre à un besoin mais que se crée une sphère autonome animée par une passion spécifique, la passion de puissance. Ceux qui ont mis, ne serait-ce que la moitié d'un petit doigt dans un lieu politique, savent parfaitement que l'exigence du bien public est bien loin d'être la principale motivation qui réunit ceux qu'on y rencontre, à commencer par soi-même ! Le pouvoir est le siège d'une passion, la volonté de puissance et c'est bien pour cette raison qu'il peut être dangereux.

Le besoin de reproduction est très largement dépassé à travers la passion amoureuse. Et l'amitié, la convivialité, mais aussi l'érotisme ou le mysticisme sont des modes particuliers de ce désir constant qu'éprouve tout être humain d'être aimé et d'aimer.

Le besoin d'information et de repérage produit la recherche du sens, qu'elle prenne la forme de la religion, de l'idéologie ou de la science. Fondamentalement, le religieux, l'idéologique et le scientifique ont en effet la même origine : dans ce système de lutte contre la mort, construire du sens peut se faire aussi bien par la croyance que par la connaissance.

Ainsi le carré simple des besoins – protection, subsistance, information, reproduction – va se transformer en une sorte de cube du désir, où chacun des besoins est toujours présent mais se trouve prolongé et bouleversé par la logique du désir.



Or, le propre du désir c'est d'être illimité. Le besoin se régule par la satisfaction. Le désir, lui, exprime le manque radical d'un être qui est voué à la mort et qui, par conséquent, ne peut jamais être satisfait en tant que mortel. Le désir, par nature, est explosif et c'est la raison majeure pour laquelle aucune passion n'a sa propre limitation en elle-même. Saint Augustin, Montesquieu et Freud, pour ne citer qu'eux, l'ont montré chacun dans un genre différent.

Puisqu'on est confronté à des passions qui sont explosives par nature, le problème par excellence de l'art politique c'est de savoir si – et comment – l'on peut les réguler. Sa responsabilité est en effet d'abord de s'occuper de limiter la violence. Or le désir développé jusqu'à ses extrêmes conséquences crée la violence, et la destruction du tissu social¹³.

Une régulation des passions est-elle donc possible ? C'est bien la question centrale que posent Montesquieu dans l'ordre du pouvoir et Freud dans l'ordre de l'amour. Rares sont les acteurs politiques et sociaux qui l'ont affrontée.

Voilà pourquoi on ne peut, comme l'a cru trop longtemps le mouvement socialiste, s'opposer aux méfaits de la passion de richesse en construisant un lieu, supposé neutre, vertueux et purement rationnel. Car on établit alors, à travers l'État planificateur ou toute autre forme politique, un espace où la passion de puissance va se donner libre cours si elle n'est pas elle-même limitée et contrôlée par d'autres passions.

C'est ce qui explique, selon Arthur Koestler, que « la cause du dévouement ait fait infiniment plus de massacres dans l'histoire de l'humanité que la cause de l'égoïsme¹⁴ ». Car l'égoïsme, par définition, est limité par

13. Cf. René Girard, *La violence et le sacré*.

14. Ouvrage cité : *Génie et folie de l'homme*.

celui d'autrui. La Cause – avec un grand C – au contraire crée l'illusion trompeuse d'un objectif idéal qui transcenderait les passions et ne s'inquiète plus de leur régulation. Les malheurs de la vertu - Sade est aussi un auteur politique à méditer - sont au cœur du problème.

6. La démocratie et le tragique

C'est pourquoi je dirai que ce qui fonde moralement une démocratie, ce qui lui donne son épaisseur tragique, c'est qu'elle accepte de traiter avec le mal qui est au cœur d'elle-même et ne prétend pas l'exorciser sur des adversaires extérieurs.

C'est ce point essentiel que ne voient pas tous ceux qu'habite le système de la perfection. Celui-ci peut prendre des formes politiques très diverses, de la monarchie absolue au léninisme, du fascisme au maoïsme, de Robespierre à la révolution conservatrice anglo-saxonne. Mais dans toutes ces figures un même principe se manifeste : imposer une politique de la vertu au nom de l'ordre, de la raison ou du bonheur, bref refuser la profonde mixité du fait humain et construire des ordres inhumains au nom d'un bien proclamé.

Cette possible contre-productivité du bien est sans doute l'une des questions politiques et philosophiques les plus lourdes que l'être humain doit traiter.

Ainsi, la dimension éthique du fait démocratique, trouve son origine dans les règles qu'une société se donne pour tirer le meilleur usage de sa mixité, de sa non-pureté. C'est parce qu'il n'y a pas de lieu préservé des passions qu'une pluralité de pouvoirs, indépendants et séparés est nécessaire afin de jouer de leur équilibre. Approche difficile à entendre dans des pays comme la France dont l'Histoire est en permanence habitée par le désir d'une légitimité unique d'un pouvoir fort incarnant l'inverse de cette mixité de la société civile : monarchie absolue, jacobinisme révolutionnaire et empire ont ainsi un soubassement commun dont les traces sont encore durables.

Approche d'autant plus nécessaire que le politique, par construction, a partie liée avec la question du mal sous le triple aspect de la violence, du malheur et du mal.

Le politique est en rapport étroit avec la violence à un double titre :
— parce que la conquête du pouvoir a été dans l'essentiel de l'histoire (et encore aujourd'hui dans la majorité des pays) une conquête violente ;

— parce que même lorsqu’il est démocratique et pacifié, il détient le monopole de la violence physique légitime à l’intérieur (police) et à l’extérieur (armée).

Pourtant, plus encore que le risque physique lié au traitement de la violence, c’est le risque moral qui est le plus lourd à porter pour le responsable politique conscient de sa charge. Le risque moral naît de ce que, sauf exception, le pouvoir politique n’a pas le choix entre le bien et le mal, mais est condamné à choisir le moindre mal. Ne remontent au pouvoir en effet que les problèmes qui n’ont pas pu être réglés par d’autres formes de régulation de la société civile.

Le pouvoir traite par excellence du mal : qu’il s’agisse des conséquences qu’entraînent le comportement non vertueux des humains (mal moral), des effets destructeurs de la nature (malheur physique) ou, au minimum, de « ce qui va mal » (dysfonctionnements de toute nature). Il est donc psychologiquement épuisant et provoque, comme dans l’histoire de la femme de Lot, changée en statue de sel pour s’être retournée sur le mal (Sodome), la rigidité (cynisme) de ceux qui restent trop longtemps en sa présence.

Le pouvoir politique n’est certes pas le seul à être confronté au mal. Sous sa forme de malheur, de nombreuses professions (médecins, pompiers, etc.) le traitent pour le réduire. Sous sa forme morale et psychique, les prêtres, les psychanalystes et surtout les juges y sont également confrontés. Mais dans tous ces cas, les institutions ou les professions en contact avec le mal et le malheur sont exemptes de toute responsabilité à l’égard de son émergence. Un juge n’est pas comptable des crimes qu’il juge pas plus qu’un prêtre de ceux qu’il confesse. Le premier est protégé par la loi et la procédure. C’est la loi qui, à travers le code pénal, détermine les grandes catégories de fautes et leur fait correspondre des peines. Même dans le cas d’erreur judiciaire, les juges ne sont pas juridiquement responsables.

Le responsable politique, lui, assume une part de responsabilité : passé un temps relativement court (quelques mois tout au plus) il est considéré comme partiellement responsable des mauvaises nouvelles car il est présumé capable, par la puissance dont il dispose, de prévenir leur avènement. Qu’un accident nucléaire survienne, même s’il a dénoncé l’énergie nucléaire dans l’opposition, le ministre de l’Environnement devra rendre des comptes qui dépasseront la stricte responsabilité de ses services. Cela tient à la part de sacré que véhicule le pouvoir politique. Il reste en partie comptable de la « providence » à travers l’État.

Le problème est encore plus complexe sur le plan éthique. Comme le notait Max Weber citant Fichte, nul homme politique n’a le droit de pos-

tuler une société sainte. C'est dire qu'en acceptant de le représenter un responsable assume aussi la part inévitable de «non vertu» qui est celle de son peuple. Quant à dénoncer radicalement et préalablement cette part du mal, ce serait œuvre de prophète et non de politique.

La nécessité d'une rotation des personnes en situation de pouvoir est inscrite dans ce risque considérable. Si la société politique ne les protège pas par ses règles (par exemple par la limitation du cumul des mandats non seulement en nombre mais dans le temps), trois dangers apparaissent :
— celui de ne plus sélectionner que des individus qui « aiment le pouvoir » (qui aiment « ça » comme on dit), tentés d'utiliser leur fonction au bénéfice de leur volonté de puissance beaucoup plus que d'un ministère (service) public¹⁵ ;
— celui, à l'inverse, de voir des êtres non violents et « relativement » vertueux devenir cyniques pour se protéger des effets psychiquement destructeurs sur eux-mêmes du mal, du malheur et de la violence par un phénomène analogue à celui des médecins qui se « blindent » contre la souffrance en traitant leurs malades comme des « cas » ;
— celui, enfin, fort rare mais spectaculairement illustré en France par le refus de Jacques Delors de se porter candidat à la Présidence de la République, de provoquer le renoncement des meilleurs.

L'existence d'un corps politique de haute qualité et donc d'un développement d'une citoyenneté active est d'autant plus nécessaire que la complexité du « mal » exige des traitements non simplistes et hautement responsables, capables de percevoir que le pouvoir politique est en charge, non du bien, mais du moindre mal.

Mais cette qualité exige un renouvellement profond de l'outillage démocratique nécessaire au traitement des grandes questions publiques régionales, nationales et internationales.

15. Comme souvent l'histoire des mots est révélatrice : le ministère se distingue du magistère (fonction de maîtrise) en ce qu'il est d'abord une fonction de service...

7. Le renouvellement de l'outillage démocratique

Ce n'est pas médire du suffrage universel que de dire que les formes actuelles d'expression de la représentation nationale ont été construites pour des sociétés où les grands points de conflictualité sociale et politique étaient relativement simples.

Quand on a à traiter de problèmes tels que le nucléaire, la question écologique ou démographique à l'échelle planétaire, la mutation du travail ou les problèmes de bioéthique, on s'aperçoit que les catégories relativement simples qui permettaient ce traitement et surtout l'outillage correspondant dans le système de la représentation, sont beaucoup trop pauvres en informations pour permettre véritablement à l'exercice démocratique d'avoir prise sur des enjeux réels.

1. Des procédures qui tournent à vide

Un fossé se creuse entre le fond et la forme de l'exercice démocratique :

- d'un côté, on dispose de procédures comme les campagnes électorales et le vote qui finissent par tourner à vide faute d'enjeux réels, ce qui se traduit par le développement de l'abstention ou des votes protestataires ;
- de l'autre, de grandes questions publiques sur lesquelles il faudrait effectivement que les citoyens puissent se prononcer, comme l'avenir de la protection sociale, les différentes stratégies de politiques éducatives, la question énergétique, l'immigration et l'intégration, etc., sont traitées dans le secret des cabinets et relèvent au mieux d'un despotisme que je qualifie ironiquement de « clignotant », concédant ainsi qu'il lui arrive par intermittence d'être « éclairé » !

Bref, pour exercer sa responsabilité, pour répondre de quelque chose devant d'autres acteurs, encore faut-il disposer d'un certain pouvoir et

comprendre de quoi on parle. Faute de quoi cette responsabilité est purement abstraite. Et pour avoir des responsables publics dignes de ce nom, encore faut-il avoir des citoyens auxquels on donne la possibilité d'être eux-mêmes responsables. On ne peut construire la responsabilité des élus sur l'irresponsabilité globale des citoyens. Car l'irresponsabilité des citoyens tirera nécessairement la collectivité démocratique vers le simplisme, la démagogie, le populisme, et elle exercera, à un moment ou à un autre, une forte pression auprès de ses responsables pour aller dans ce sens régressif. Il y a donc une dialectique entre la responsabilité de l'homme public, et la qualité moyenne de la responsabilité des citoyens d'une population.

Quand le citoyen a la possibilité d'accéder à des informations de qualité, éventuellement contradictoires et, lorsque l'espace public permet l'organisation effective d'un échange d'arguments et non la juxtaposition de monologues, alors peut se produire cette alchimie démocratique par excellence qui permet de passer de la simple « opinion » comme préjugement à la formation d'un réel jugement. C'est ainsi que l'on dépasse cette information nécessaire mais pauvre qu'expriment les sondages.

L'opinion publique, c'est alors, non pas le contraire, mais le premier degré de la formation du jugement et de la citoyenneté. C'est le moment où quelqu'un, sans information particulière, sans échange d'arguments, sans travail sur de l'information experte et traitée, va dire : « je pense que... ». Information importante certes ; mais 70 ou 80 % d'opinions favorables ne constituent pas pour autant un jugement.

Dans le désarroi actuel, les hommes politiques désemparés devant la diversité et la complexité de grandes questions qu'ils n'arrivent pas à traiter, courent après l'illusion que le peuple aurait, lui, une réponse à ces questions. Et le sondage d'opinion est tout à coup sensé introduire de la perspective en lieu et place du désarroi antérieur. C'est évidemment une pure illusion : du côté des citoyens, le trouble est le même, voire même plus important.

On a donc des citoyens qui cherchent à sortir de leur désarroi par un appel croissant à leurs responsables, et des responsables qui traitent leur propre désarroi en sacralisant l'opinion publique. Il y a là un cercle vicieux qui conduit les sociétés à des mouvements pendulaires dangereux : on cherche à exploiter alternativement toutes les solutions classiques, et dès qu'une solution a échoué, au lieu de se poser la question du traitement démocratique de la complexité, consistant à favoriser un surcroît de connaissance sur la base d'hypothèses renouvelées, on choisit la solution de facilité qui est de partir dans l'autre sens, avec au bout d'un certain temps, les mêmes échecs, la même aggravation du désarroi.

Ainsi, quand on analyse la façon dont est traitée la question du chômage depuis 1974 dans les sociétés développées, on voit bien ce mouve-

ment pendulaire entre libéralisme et dirigisme, alors que nous avons besoin d'hypothèses qui permettraient de penser d'un même mouvement la critique du libéralisme, du dirigisme, et leur dépassement. Or, pour sortir de ce cycle du désarroi il faudrait injecter dans le débat démocratique des hypothèses prospectives, des expertises et des évaluations : en ces trois domaines, où le pouvoir dépend du savoir, il faut organiser de nouvelles formes d'équilibre des pouvoirs.

Pour le citoyen, ceci veut dire que les conditions de l'information, de la délibération et de la participation à la prise de décision deviennent des enjeux encore beaucoup plus importants que dans le mode de représentation traditionnel.

2. Rétablir le lien entre contribution publique et citoyenneté

Un point d'application très concret du manque de visibilité de la démocratie, c'est celle des rapports entre l'exercice de la citoyenneté et l'argent public. L'une des caractéristiques des sociétés développées, fussent-elles dirigées par des gouvernements ultra-libéraux, c'est la part considérable des transferts financiers qui passent, à un moment ou à un autre par un circuit socialisé. Cela tient au développement de pôles comme la santé, l'éducation, la prise en charge de retraites longues, etc. Cela vaut pour le secteur des services, pour l'agriculture très largement socialisée par le jeu des subventions, mais aussi pour l'industrie. En effet la productivité d'une entreprise, parce qu'elle est de plus en plus liée à la qualité de formation de ses agents et qu'elle utilise des technologies qui exigent un fort investissement en matière grise, appellent en amont et en aval des systèmes éducatifs de haut niveau. Il y a donc un rapport direct entre la qualité des écoles, des universités, du niveau culturel moyen de la population et la production de richesses industrielles.

Or, si on veut financer un système scolaire et universitaire de qualité, il va bien falloir organiser des transferts importants de richesses. Contrairement à ce que l'idéologie libérale sur ce point peut dire, la croissance des transferts est inscrite dans le processus de développement lui-même. Et ce qui va se passer à l'occasion de ces transferts est décisif pour la démocratie puisque cela porte sur des flux considérables d'argent public. Mais faute de visibilité sur cet argent public, et sur les mécanismes de son affectation on atteint une véritable crise de légitimité de ces transferts appelés, significativement, «prélèvements obligatoires».

Nous sommes en présence d'une opacité très importante : ni les citoyens ni leurs représentants pour la plupart, ne sont en état de comprendre véritablement ce qui se passe dans ces véritables «boîtes noires» que sont les budgets de l'État et de la protection sociale dont les montants

cumulés représentent, dans les pays développés, entre le tiers (USA) et les deux tiers (Suède) du produit intérieur brut.

Le résultat, c'est un comportement tout à fait schizophrénique qui se caractérise par «la maladie des deux in-dus» en jouant sur la sonorité du terme. D'un côté il y a l'indu au sens du sentiment d'illégitimité croissante qui porte sur les impôts, les cotisations sociales, les taxes, etc. Mais dans le même temps, un certain nombre de droits, l'éducation, la santé, les soins, etc., sont considérés comme des droits acquis et par conséquent comme «un dû». A supposer que soient remis en cause ces droits, les mêmes personnes qui étaient prêtes à protester contre la charge trop importante des prélèvements, seraient en toute bonne foi, prêtes à descendre dans la rue s'il venait à l'esprit d'un gouvernement de faire payer l'éducation nationale ou l'hôpital à son prix coûtant. Ce n'est pas du cynisme, c'est une situation dans laquelle l'opacité sur la circulation de cet argent socialisé interdit au citoyen de comprendre véritablement ce qui se passe.

La nécessité d'une méthodologie et d'un outillage démocratiques, permettant à des citoyens de former leur jugement sur la question des transferts financiers est donc absolument déterminante. Il s'agit d'ailleurs là de retrouver l'intuition de la Révolution américaine (*no taxation without votation*) et de la Révolution française, qui était d'établir un rapport direct entre la contribution publique et la citoyenneté.

L'article 14 de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen, un article superbe et prophétique, avance ainsi que: «tous les citoyens ont le droit par eux-mêmes ou par leurs représentants de vérifier la nécessité de la contribution publique et d'en déterminer la quotité, l'assiette, la durée et l'emploi.» La mise en œuvre de cet article constitue une urgence démocratique si l'on veut éviter le développement d'une irresponsabilité croissante à l'égard des transferts financiers.

A la jonction de l'expertise et de l'argent public, l'objet d'une évaluation régulière des politiques publiques est justement de permettre aux citoyens et à leurs représentants de savoir à quoi sert l'argent consenti par les citoyens et quels sont les effets des actions et des politiques publiques qui ont été théoriquement conduites pour eux et par eux.

L'ensemble de ce raisonnement, s'il vaut pour des sociétés développées est tout aussi nécessaire à l'approche planétaire que j'évoquais au début de ce texte. Si l'on veut en effet éviter les risques d'apartheid et l'enfermement des 800 millions de personnes vivant dans une relative aisance face aux quatre milliards et demi d'autres vivant dans la pauvreté et l'exclusion, il faut que la question du développement mondial, donc de la citoyenneté mondiale, puisse être posée dans toute son ampleur.

Conclusion

Penser simultanément la question politique, la question sociale, la question philosophique.

Il existe une relation forte entre les trois questions cruciales auxquelles nous sommes confrontés : la question sociale de la crise du travail, la question politique de la crise de la représentation, la question culturelle de la crise du sens. Et c'est pourquoi il nous faut chercher à donner une réponse articulée à ces trois crises.

La crise du travail, la plus évidente et la plus urgente aujourd'hui, n'est pas en effet de nature économique au sens strict du terme. Il nous faut reprendre ici la double hypothèse avancée par Keynes en 1930 et Hannah Arendt en 1950 qui plaçaient tous deux la crise du travail sous le signe d'une crise sociale et culturelle beaucoup plus que d'une crise économique.

Keynes écrivait en effet à la fin de ses *«Essais sur l'économie et la monnaie»* que nous ne vivions pas une crise économique mais une crise **de** l'économie, c'est-à-dire d'un rapport social fondé depuis l'origine de l'humanité sur le problème de la lutte pour la survie par le travail. Or, notait-il, – et la réflexion est à ce point audacieuse qu'elle est aujourd'hui encore occultée par la plupart des économistes, y compris keynésiens – la réussite même de l'économie, c'est-à-dire l'entrée dans une ère d'abondance, ouvre la voie à des sociétés où le couple survie-travail deviendra secondaire. Keynes allait jusqu'à pronostiquer que, faute d'une profonde mutation culturelle, les sociétés qui perdraient ainsi les repères traditionnels de la lutte pour la survie par le travail seraient frappées de dépression nerveuse collective¹⁶.

Hannah Arendt reprend cette hypothèse quand elle évoque vingt ans plus tard, dans *«La condition de l'homme moderne»*, les problèmes que rencontreront des sociétés de travailleurs (dans leur tête, leur représentation culturelle du monde et de la vie) sans travail (au sens où économiquement la part nécessaire du travail tendra à se réduire considérablement).

La preuve que la principale difficulté n'est pas d'ordre strictement économique mais sociale et culturelle nous est apportée par le fait que la stéri-

16. Généralisant son propos à l'ensemble de la planète il ose même le terme de «dépression nerveuse universelle». *Essais sur l'économie et la monnaie*, Payot, Paris 1992.

lisation massive de richesses (35 millions de chômeurs dans les sociétés développées) n'a pas conduit à une chute brutale de leur richesse : même si la progression de cette richesse est moindre, il ne faut pas occulter ce fait massif que les pays développés sont aujourd'hui en moyenne deux à trois fois plus riches qu'ils ne l'étaient au début des années soixante en pleine phase de croissance forte. D'ailleurs les personnes qui ont entre 40 et 50 ans aujourd'hui peuvent se souvenir que des produits qui paraissaient luxueux quand ils étaient enfants, à commencer par le tryptique frigidaire, machine à laver, télévision (sans parler de la voiture, signe de richesse par excellence), sont à ce point banalisés que leur présence est quasi universelle même dans des familles du quart monde.

Tout se passe comme si le chômage constituait la forme sauvage de la réduction considérable de la durée du travail. Et si cette forme sauvage a été développée, malgré les drames évidents qu'elle provoque, c'est bien parce qu'elle remplit, fut-ce inconsciemment, des fonctions réelles.

La question culturelle, la question du sens, se pose avec une force particulière dès lors que, pour reprendre la formule fameuse de Marx, l'humanité – ou au moins sa partie la plus développée – passe du règne de la nécessité au règne de la liberté. Or, la liberté du temps de vie gagnée sur le temps de travail ne va pas de soi. Elle est, à plusieurs égards, bouleversante car elle place l'être humain devant une question plus difficile à résoudre que celle du comment survivre, celle du pourquoi vivre. Le travail et la survie ont en effet, malgré leurs effets pénibles, le formidable avantage de détourner cette question. Mieux : dès lors que le travail dépasse le stade de la reproduction de la force de travail pour prendre la forme d'une « carrière », il offre à un être humain la perspective d'une ascension dans la vie alors que sa perspective biologique est inverse. Sur le plan collectif le progrès – technique et social – a rempli la même fonction de régulation des angoisses individuelles et collectives face à la mort. Si ce « divertissement », au sens pascalien du terme, disparaît, l'être humain est alors confronté de manière ouverte et radicale au fait qu'il est un être né pour mourir, ce qui évidemment constitue à ses yeux un paradoxe tragique.

Tout temps de vie libéré est un temps qui, potentiellement, nous conduit à nous affronter à des questions sur le sens de la vie et de la mort. Or, nos sociétés ne sont pas équipées culturellement pour affronter cette situation. Traditionnellement, seul un pourcentage infime de la population se les posaient dans le monde occidental. Et voilà que ces questions prennent une dimension collective massive : les grandes questions politiques et sociales de ce temps sont de plus en plus des questions philosophiques. Elles appellent moins le développement d'un savoir-faire, spécialité dans laquelle excelle l'Occident, que d'un savoir-vivre, domaine où il est le

plus souvent très en retard par rapport à l'Orient. Ce sous-développement-là se situe plutôt du côté de la planète des riches !

Les questions de 68 commençaient à poser ce problème. Ce n'est pas par hasard si c'est l'expression même de « changer la vie » qui symbolisait les mouvements internationaux qui firent alors irruption à l'Ouest comme à l'Est (cf. Pologne et Tchécoslovaquie), au Nord comme au Sud (cf. les mouvements sud-américains et asiatiques). Et les questions qui naissaient alors portaient sur l'existence, sur la vie donc, et de moins en moins sur le travail et la subsistance au sens strict du terme.

Or ces questions-là, historiquement refoulées pendant quinze ans par la culture de crise qu'impose la logique régressive de la guerre économique, vont, je crois, réapparaître avec force. Elles porteront évidemment sur tout ce qui fait le cœur de l'existence, c'est-à-dire le rapport solitude-famille-communauté et un certain nombre de grands mouvements, de conflits et de débats porteront sur les questions éthico-religieuses.

Comme dans toutes les grandes mutations historiques de l'humanité, les grands moments de mutation sont aussi des grands moments de débats, de conflits, et hélas de guerre, sur le cœur du sens. C'est bien pourquoi il est urgent de développer une conception plus exigeante, plus haute de la laïcité qui ne renvoie pas les questions essentielles de la vie humaine sur la seule sphère privée. Nous avons besoin d'espaces publics où puissent être exprimées et débattues les grandes questions du sens dans les règles du pluralisme et de la tolérance qui caractérisent l'espace démocratique. Faute de le faire nous serons impuissants à faire face aux fanatismes et aux intégrismes qui se nourriront de ce vide spirituel des sociétés développées.

Dossiers déjà parus dans la collection DOSSIERS POUR UN DÉBAT

- 1. Pour des agricultures paysannes**, par Bertrand Delpuch (*un argumentaire en faveur des agricultures paysannes et une réflexion sur leurs conditions de développement*). FPH, mars 1989, 106p. (existe également en portugais).
- 2. Désétatisation et décollectivisation du secteur agricole dans les pays socialistes de l'Est et du Sud**, dossier coordonné par Laurent Raguin (*restitution d'interviews et de synthèses sur une dizaine de cas, allant du Cambodge au Pérou en passant par la Hongrie, la Tanzanie, etc.*). FPH, nov. 1989, 172p. (existe également en espagnol et en portugais).
- 3. Inventions, innovations, transferts: des chercheurs mènent l'enquête**, dossier coordonné par Monique Peyrière (*du camembert moulu à la louche à l'invention de la 2 CV, l'histoire d'innovations techniques singulières, racontées par des historiens, des économistes, des sociologues*). FPH, mai 1989, 150p.
- 4. Agricultures paysannes au Brésil: enquête sur un enjeu national**, coordonné par Philippe Adant et Iara Altafin (*réflexions sur l'avenir de la petite agriculture dans un pays où la réforme agraire ne se fait toujours pas*). FPH, juin 1991, 163p.
- 5. Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, dossier coordonné par François Greslou, avec des textes de Pierre de Zutter, Bertrand Hervieu, Pierre-Yves Guihéneuf, Jacques Leclerc du Sablon sur le thème: *pourquoi, à quoi et comment a-t-on coopéré, avec quel rôle et quel statut?* FPH, juin 1991, 71p.
- 6. Les chemins de la paix: dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays** (*mémoire de la conférence de Paris pour la paix en l'Éthiopie à la FPH en juil. 1991*). CCFD/FPH, déc. 1991, 150p.
- 7. The paths to peace**, même dossier que le précédent, en anglais, 137p. (existe également en amharique).
- 8. La décollectivisation dans tous ses États: la recherche d'autres voies de développement de l'agriculture dans les pays d'Europe Centrale et Orientale**, dossier coordonné par Cécile Moreau (*mémoire des journées organisées en Pologne par la FPH, la Fondation Batory et Solidarité Rurale sur la reconstruction des agricultures des pays de l'Est*). FPH, déc. 1991, 85p. (existe également en polonais et en brésilien).
- 9. Politiques agricoles dans les pays industrialisés, éléments de comparaison et de réflexion**, Christophe Roman (*comparaison des politiques de la France et de plusieurs pays de l'OCDE, rôle de l'État, rapports avec le reste de l'économie*). FPH, déc. 1991, 71p.
- 10. Agriculture en difficulté: problèmes économiques et sociaux des paysans en France; état des lieux** (*Synthèse réalisée par Francis Thomas à partir du travail de la Confédération Paysanne et des associations "SOS Agriculteurs en difficulté"*). FPH/Conf. paysanne, déc. 1991, 56p.
- 11. Une voie d'insertion méconnue: la création de son propre emploi**, Maria Nowak, A.-L. Federici, Anne Le Bissonnais, Rafik Missaoui (*un débat sur la création de leur emploi par les chômeurs et les exclus; lacunes des mesures publiques et suggestions*). FPH/ADIE, juin 1992, 67p.
- 12. Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter (*sept fables et récits sur l'écologie et le développement dans les pays andins*). FPH, septembre 1992, 103p.
- 13. Monsieur Li, Chico, Antoine et les autres; récits vraisemblables d'aventures cliniques**, Jean-Pierre Boyer (*sur la relation soignant-soigné, l'alcoolisme, la santé mentale...*). FPH/ALPSYSOM, nov. 1992, 129p.

14. **Soleil du Sud : une expérience d'échanges des savoirs en énergie solaire et en aviculture au Pérou : réflexions sur le développement**, Christine Bénard, Dominique Gobin (*capitalisation de l'expérience d'un projet original*). FPH/Runamaqui, sept. 1992, 190 p.

15. **La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l'expérience internationale (déclaration de Caracas et textes de Pierre Calame et de Jean-Marie Delarue, délégué ministériel à la Ville)**. FPH/DIV, novembre 1992, 38 p.

16. **Les Cambodgiens face à eux-mêmes ? Contributions à la construction de la paix au Cambodge**, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, (*pour mieux comprendre, à la veille des élections au Cambodge, les enjeux du processus démocratique*). FPH/Association des amis d'une École de la Paix à Grenoble, février 1993, 175 p.

17. **Le capital au risque de la solidarité : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée**, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley (*enquêtes de journalistes et d'étudiants à l'École Supérieure de Journalisme de Lille sur les "actionneurs", les créateurs d'entreprise et les experts bénévoles de l'association Autonomie et Solidarité*). FPH/Autonomie et Solidarité/ESJL, septembre 1993, 135 p.

18. **Orients : la mémoire et la paix ; réflexions de voyage en Inde, en Chine et au Japon**, Édith Piat-Sigg et Bernard W. Sigg (*le carnet de bord d'un psychanalyste et d'une ethno-linguiste sur la rencontre des cultures, les langues, la mémoire et la paix*). FPH, sept. 1993, 32 p.

19. **Penser l'avenir de la planète : agir dans la complexité**, Pierre Calame (*une analyse des systèmes bio-socio-techniques et un ensemble de propositions d'action*). FPH, septembre 1993, 41 p. (également disponible en anglais).

20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus (*une*

vision prospective alternative et des propositions originales pour une maîtrise des énergies non renouvelables et une meilleure exploitation des énergies non polluantes). FPH, septembre 1993, 55 p. (également disponible en anglais).

21. **La conversion des industries d'armement, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue**, Richard Pétris (*une analyse de la situation et des perspectives des industries d'armement dans plusieurs régions du monde, et des propositions pour une reconversion de ces industries en vue de la construction de la paix*). FPH/Les amis d'une école de la Paix à Grenoble, septembre 1993, 82 p. (également disponible en anglais).

22. **L'argent, la puissance et l'amour : réflexions sur quelques valeurs occidentales**, François Fourquet (*où l'on voit que tout ne se réduit pas à l'échange marchand dans les sociétés contemporaines et que les valeurs du don et de l'amour y ont plus que jamais un rôle déterminant*). FPH, sept. 1993, 107 p. (également disponible en anglais).

23. **Regards sur l'avenir de la planète (à propos de rencontres dans sept régions du monde en vue de la convention préparatoire aux États Généraux de la Planète)**. FPH, septembre 1993, 97 p. (également disponible en anglais).

24. **Marchés financiers : une vocation trahie ? (ce que la Bourse a fait, dans les pays d'Europe, de sa vocation initiale de soutien de l'économie. Étude réalisée par un institut d'études économiques indépendant helvétique)**. FPH/Eco'Diagnostic, septembre 1993, 105 p. (également disponible en anglais).

25. **Des paysans qui ont osé : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années cinquante (compte rendu du premier séminaire de Saint-Sabin "Comment la société change", avec l'intervention de Bertrand Hervieu)**. FPH, décembre 1993, 45 p.

26. **Autour de Jean-Louis Chleq (un ingénieur, franciscain et bricoleur, au service de**

l'hydraulique villageoise au Sahel. Récit, débats et témoignages), dossier coordonné par Daniel Durand. FPH, décembre 1993, 146 p.

27. **Partenaires de paix ; échange entre artisans de la paix** (*trois Prix Nobel dialoguent avec des Organisations non-gouvernementales ; mémoire de la rencontre à l'Arche de la Fraternité, le 27 octobre 1993*). FPH/CCFD, 1994, 49 p.

28. **L'Agriculture Paysanne : des pratiques aux enjeux de société** (*premières rencontres nationales de l'Agriculture Paysanne, organisées par la Confédération Paysanne et la FADEAR à Saint-Lô Thère, 21-22 mai 1993 Témoignages et débats*). FPH/Confédération Paysanne, 1994, 161 p.

29. **La planète rock : histoire d'une musique métisse, entre contestation et consommation** (*une contribution aux séminaires de Saint-Sabin sur le thème : comment la société change*). FPH, 1994, 33 p.

30. **Biodiversité, le fruit convoité ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement** (*Actes des journées d'études de juin 1993, coordonnés par D. Arnaud, H. Ilbert et R. Mongrue*). FPH/SOLAGRAL, 1994, 100 p.

31. **La chance des quartiers** (*récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand*). FPH/ARCI, mai 1994, 158 p.

32. **Partenaires de paix 2 : contre les effets de la violence et des guerres, expériences concrètes et réseaux de solidarité du monde entier** (*mémoire de la rencontre présidée par Edgard Pisani le 29 mars 1994*). FPH/CCFD, juin 1994, 42 p.

33. **Financements de proximité : 382 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France** (*des adresses et un descriptif par fiche de chacune de ces structures, au niveau national et par département*), dossier coordonné par Erwan Bothorel. FPH/Fédération des CIGALES, juillet 1994, 302 p.

34-I. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 1** (*des témoignages, des expériences et des réflexions sur la rencontre des cultures, à partir du vécu de partenaires de la Fondation en Afrique, en Amérique latine, au proche Orient, en Europe, en Asie...*), sous la direction de Thierry Verhelst et de Édith Sizoo. FPH/Réseau Cultures, septembre 1994, 190 p.

34-II. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 2**, septembre 1994, 176 p.

35. **Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital ; réflexion sur la capitalisation d'expérience** (*un travail méthodologique important, par un professionnel de l'"accouchement d'expériences" ayant travaillé plus de vingt ans en Amérique latine*), Pierre de Zuter. FPH, juillet 1994, 143 p.

36. **Génération 55 : de la difficulté à cerner l'identité d'une époque** (*mémoire d'un séminaire de Saint-Sabin sur le thème comment la société change ; le rôle de ce qu'on appelle les "élites" dans le changement social*). FPH, juillet 1994, 51 p.

37. **La mouche du coche : groupes de pression et changement social ; l'expérience d'Agir Ici** (*mémoire d'un séminaire de Saint-Sabin sur le thème comment la société change ; le rôle de ce qu'on appelle les "élites" dans le changement social*). FPH, juillet 1994, 61 p.

38. **Citadelles de sucre ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde : réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse**, Pierre Audinet. FPH/CIREC, février 1994, 87 p.

39. **Le Gatt en pratique : pour mieux comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce** (*un point critique, très actualisé, sur les nouveaux mécanismes du Gatt, par l'animateur du Réseau d'ONG européennes sur l'agro-alimentaire et le développement*). FPH/RONGEAD, juillet 1994, 112 p.

40. **Commercer quoi qu'il en coûte? ; politiques commerciales, politiques environnementales au cœur des négociations internationales**, dossier coordonné par Agnès Temple et Rémi Mongruel. FPH/SOLAGRAL, octobre 1994, 75 p.

41. **Donner la vie ; les énigmes de l'infertilité** (*actes du colloque de Biviers*), coordonné par Philippe Porret, avec des contributions de Georges Balandier, Ayed Brahmia, P.-M. Brunetti, P. Calame, Marie Cardinal, Michel De Bruyn, G. Delaisi de Parseval, Catherine Dolto-Tolitch, P. Guyomard, Albert Jacquart, Ph. Jouhet, Ph. Porret, B. Sèle, C. Zanolini. FPH/ARPCI, septembre 1994, 156 p.

42. **L'État inachevé ; les racines de la violence : le cas de la Colombie** (*une synthèse des études historiques du CINEP de Bogotá*), par Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf. FPH/CCFD/CINEP, février 1995, 140 p.

43. **Savoirs populaires et développement rural : quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes : l'expérience de Third en Thaïlande**, sous la direction de Seri Phongphit. FPH/THIRD/GRET, février 1995, 150 p.

44. **La conquête de l'eau ; du recueil à l'usage : comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent** (*une sélection d'articles sur le thème de l'eau, réalisée en collaboration avec la revue Histoires de Développement*), synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin. FPH/CIEDEL/SOLAGRAL, février 1995, 100 p.

Pour commander ces dossiers, vous pouvez vous adresser à Interface-VPC, en indiquant le numéro, le titre, et le nombre d'exemplaires des dossiers que vous souhaitez recevoir.

Interfaces-VPC
c/o Éditions Descartes & Cie
52 rue Madame
75006 PARIS

Participation aux frais : 35 F par dossier (frais d'envoi compris).
Chèques à libeller à l'ordre de Descartes & Cie.